



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 23/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE

Lieu-dit Banquet
30320 Poulx

Références : 2024-05-247
Code AIOT : 0006605013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implanté Lieu-dit Banquet 30320 Poulx.

La visite est effectuée pour vérifier la mise en conformité des installations sur les points ayant fait l'objet de constats non-conformes lors de la visite précédente du 21 juin 2023, dans le respect des délais impartis définis par la lettre préfectorale de suites du 17 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Lieu-dit Banquet 30320 Poulx
- Code AIOT : 0006605013 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : DC
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La déchetterie a fait initialement l'objet du récépissé de déclaration n° 02.077N du 10 juin 2002.

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a pris la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets depuis le 1er janvier 2011. Elle gère à ce titre 14 déchetteries présentes sur son territoire, dont celle implantée sur la commune de Poulx.

Du fait de la modification de la nomenclature par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, l'exploitant a procédé le 21 mars

2013 à la déclaration d'antériorité pour son classement sous les rubriques n°s 2710-1a et 2710-2a (régime de l'autorisation) de la nomenclature des installations classées. Il a obtenu de la préfecture du Gard, le récépissé de déclaration d'antériorité n° 14.054N du 28 avril 2014.

La déchetterie de Poulx a été construite en 2002 au lieu dit Banquets, à l'entrée sud du village.

Le site s'étend sur une surface de 6 350 m² et comprend une partie des parcelles n°s 1 et 18 de la section AZ du plan cadastral.

Les habitations les plus proches se trouvent à 100m au nord de la déchetterie.

Le site vient rejoindre au sud le dôme de l'ancienne décharge d'ordures ménagères de Poulx.

La déchetterie, d'une surface de 1 700 m², comprend :

- une rampe d'accès,
- un local d'accueil,
- un local technique,
- un conteneur étanche d'entreposage des DEEE,
- 7 quais de déchargement avec bennes,
- un conteneur étanche pour la réception des huiles usagées,
- des colonnes de collecte des papiers, du verre et des huiles alimentaires.

Ces équipements permettent le stockage d'une quantité de déchets dangereux de 7,4 tonnes et un volume de déchets non dangereux de 270m³.

Une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts a été créée en 2009, dans la continuité de la déchetterie. Elle permet le stockage de 1600 m³ de déchets verts qui étaient apportés par les particuliers et déposés à même le sol en attente de la réalisation de leur broyage, par campagne.

Par courrier en date du 3 juin 2014, la Communauté d'Agglomération de NIMES METROPOLE a sollicité la régularisation de la situation administrative de la plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts attenante à la déchetterie de POULX.

Par courrier du 17 novembre 2014 le pétitionnaire a informé la préfecture que l'activité de broyage de la plate-forme avait été suspendue depuis le 9 octobre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en conformité des points non conformes constatés lors de la précédente visite de l'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
5	Formation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
6	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
7	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Lettre de suite préfectorale	
4	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Lettre de suite préfectorale	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater que la majorité des points non conformes relevés lors de sa précédente visite n'ont toujours pas été corrigés 10 mois après, soit bien au-delà des délais impartis définis par la lettre préfectorale de suites. Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la réglementation applicable à ses installations dans des délais prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. [...]</p> <p>Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. [...]</p>
Constats : <p>Il est constaté que la plateforme de dépôt des déchets verts, qui fait partie du site de la déchetterie, n'est toujours pas clôturée plus de 9 mois après la date de la lettre de suites.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. [...]
Constats : Il est constaté que les locaux du gardien, des DEEE et des DDS sont équipés chacun d'un détecteur de fumée.
Respect de la prescription : <input checked="" type="checkbox"/>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2023

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection a constaté la présence sur le site de la déchetterie:

- d'une ligne téléphonique fixe doublée d'un portable permettant d'alerter les secours;
- de 5 extincteurs répartis de la façon suivante: 2 dans le local d'accueil, 1 dans le local de stockage des déchets dangereux (DDS), 1 dans le container des DEEE et un extincteur sur roues de 50 kg disposé à l'extérieur sur la plateforme haute devant le local du gardien ;
- d'une bâche incendie implantée à l'intérieur du site à l'entrée de la déchetterie et d'une borne de raccordement à cette bâche.

Le registre de sécurité présenté par le gardien et les étiquettes apposées sur ces extincteurs indiquent qu'ils ont été vérifiés en date du 02/06/2023.

Toutefois, le plan des locaux affiché à l'attention des services de secours, comportant une description des dangers pour chaque local, ne correspond pas aux aménagements actuels. L'exploitant explique qu'il s'agit du plan des installations telles qu'elles seront aménagées après les travaux, lesquels n'ont pas encore été réalisés. Ce plan ne permet donc pas aux services de secours de localiser les zones de danger en situation actuelle.

De plus, le rapport de vérification du poteau d'aspiration de la bâche incendie installée à l'intérieur du site, établi par la


SAUR le 23/01/2024, indique que le débit délivré par la prise de raccordement n'est que de 36 m3/h, soit inférieur au débit minimum de 60 m3/h requis.

Ces constats constituent des faits non conformes aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour son plan des installations affiché à l'attention des services de secours telles qu'elles sont actuellement disposées et en transmettra le cliché à l'inspection.

Il devra également mettre la prise de raccordement à la bâche incendie en conformité.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois


N° 4 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
Constats : <p>L'inspection a constaté la présence dans le local du gardien d'un registre d'exploitation contenant les consignes d'exploitation requises.</p> <p>Toutefois, le gardien interrogé, non titulaire, n'avait pas été informé de l'existence de ce registre ni des consignes d'exploitation. Seules l'interdiction de fumer et d'apporter du feu étaient affichées sur le site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les consignes d'exploitation n'étant pas affichées en évidence dans le local du personnel, l'exploitant veillera à informer l'ensemble des gardiens intervenant sur le site, intérimaires compris, de leur existence dans le registre d'exploitation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchetset adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <p>[...]</p> <p>— le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</p> <p>[...]</p> <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté une attestation que le gardien titulaire de la déchetterie, M. Laurent SEGURA, a été formé au risque incendie et à la manipulation des extincteurs.</p> <p>Toutefois, le gardien interimaire travaillant temporairement sur le site lors de la visite n'a pas reçu ces formations.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'inspection sous 1 mois son plan d'action pour que tout le personnel amené à exercer les fonctions de surveillance de la déchetterie, temporaire et permanent, soit formé au risque d'incendie et à la manipulation des extincteurs, la formation pouvant être dispensée par lui-même ou par une personne de son choix habilitée à assurer cette formation.</p> <p>Il tiendra à la disposition de l'inspection, sur le site de la déchetterie, les documents attestant du respect de cette disposition.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risque de pollution et d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p>
Constats : <p>Il est constaté la présence de 4 caisses palox entreposées à l'extérieur de l'armoire de stockage des déchets dangereux, contenant des déchets dangereux spécifiques: bidons de produits combustibles et pateux.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article I > 2.2. de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (2710-1-b).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'armoire actuelle prévue pour l'entreposage des DDS est visiblement sous-dimensionnée pour y stocker l'ensemble des déchets dangereux présents (pots de peinture, bidons non vides), ce qui doit conduire l'exploitant à adapter la capacité d'accueil de la déchetterie à la quantité de produits dangereux apportés ou à revoir le planning d'évacuation de ces déchets pour éviter leur accumulation dans les conditions non conformes constatées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Obligation de débroussaillage des terrains

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 21/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Article L.511-1: Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Article L.512-8: Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que la végétation de la garrigue environnante s'étendait jusqu'en bordure de la déchetterie et de la plateforme de dépôt des déchets verts attenante. L'exploitant a déclaré qu'il met en oeuvre tous les 2 ans une opération de débroussaillage autour de ses sites, la dernière opération concernant la déchetterie de POULX ayant été menée le 04/05/2022. Ce non-respect des obligations légales de débroussaillage (OLD) en vigueur sur ce secteur, qui imposent à l'exploitant de maintenir <u>en permanence</u> son site en état débroussaillé, constitue un risque de propagation d'incendie depuis l'installation vers l'extérieur et réciproquement, accentué par l'absence de clôture interdisant l'accès à la plateforme des déchets verts en dehors des horaires d'ouverture.</p> <p>Ces constats de faits susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment à la sécurité publique, constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article L.512-8 du même code.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra débroussailler les abords de son site avant la prochaine période estivale.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois